

Projets de règlement

Projet de règlement

Loi visant l'augmentation du nombre de véhicules automobiles zéro émission au Québec afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et autres polluants (chapitre A-33.02)

Application de la Loi visant l'augmentation du nombre de véhicules automobiles zéro émission au Québec afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et autres polluants — Modification

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi visant l'augmentation du nombre de véhicules automobiles zéro émission au Québec afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et autres polluants, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement a pour objet d'augmenter progressivement le nombre de crédits que doit accumuler un constructeur automobile pour satisfaire ses exigences afin de tendre vers 100 % des ventes de véhicules automobiles zéro émission en 2035. Pour ce faire, le projet de règlement prévoit la modification du calcul afin de déterminer le nombre de crédits que procurent les véhicules automobiles visés. Il prévoit aussi une diminution progressive du plafond d'utilisation de crédits provenant de véhicules automobiles remis en état jusqu'à 0 % en 2035. De plus, il modifie de manière concordante au calcul des crédits, le calcul de la redevance due lorsque les crédits accumulés par un constructeur automobile sont insuffisants pour satisfaire ses exigences de crédits. Finalement, d'autres modifications, telles que des ajustements à la catégorisation des véhicules automobiles admissibles à des crédits et celle des constructeurs automobiles ainsi qu'aux délais de traitement des rapports et aux méthodes de calcul de certaines exigences environnementales et d'autonomie électrique, sont aussi prévues par ce projet de règlement.

L'étude du dossier révèle que ce projet de règlement, complété par le projet de règlement modifiant le Règlement visant la limitation du nombre de crédits pouvant être

utilisés par un constructeur automobile et la confidentialité de certains renseignements, publié à la *Gazette officielle du Québec* à la même date que le présent projet de règlement, entraînerait des coûts supplémentaires pour l'ensemble des intervenants du secteur du transport. Il entraînerait également une diminution des revenus des taxes provenant des carburants et des ventes de biens et services associés aux véhicules avec un moteur à combustion interne pour le gouvernement. Le projet de règlement aurait toutefois un impact positif sur les entreprises qui mettent en marché des bornes de recharge ainsi que sur les ventes d'électricité. Le principal avantage du projet de règlement se manifeste toutefois au niveau du consommateur qui bénéficierait d'économies d'énergie et pour qui le coût d'acquisition des véhicules diminuerait. Le projet permettra également d'obtenir des gains environnementaux importants au niveau des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques.

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à madame Lucie Bouchard, Directrice générale de la transition climatique, ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, 675 boulevard René-Lévesque Est, 6^e étage, boîte 31, Québec (Québec), G1R 5V7, courriel : lucie.bouchard@environnement.gouv.qc.ca, téléphone : (418) 953-1028.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus, à monsieur Jean-François Gibeault, Sous-ministre adjoint du Bureau d'électrification et de changements climatiques, 675 boulevard René-Lévesque Est, 30^e étage, Québec (Québec), G1R 5V7, courriel : jean-francois.gibeault@environnement.gouv.qc.ca.

Le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques,

BENOIT CHARETTE

Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi visant l'augmentation du nombre de véhicules automobiles zéro émission au Québec afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et autres polluants

Loi visant l'augmentation du nombre de véhicules automobiles zéro émission au Québec afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et autres polluants (chapitre A-33.02, a. 3, 4, 6, 7, 2^e al., a. 8, 3^e et 4^e al, a. 10)

1. L'article 1 du Règlement d'application de la Loi visant l'augmentation du nombre de véhicules automobiles zéro émission au Québec afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et autres polluants (chapitre A-33.02, r. 1) est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 3^o de la définition de «véhicule automobile remis en état», de «40 000» par «100 000».

2. L'article 2 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1^o, de «SULEV20 ou SULEV30» par «SULEV30 ou à une catégorie avec un standard plus strict».

3. L'article 4 de ce règlement est modifié :

1^o dans le premier alinéa :

a) par la suppression, dans le paragraphe 1^o, de «catégorie A»;

b) par la suppression, dans le paragraphe 2^o, de «catégorie B»;

c) par la suppression, dans le paragraphe 3^o, de «catégorie C»;

2^o par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«À compter de l'année modèle 2025, les moyens constructeurs sont assimilés à de grands constructeurs et aucun reclassement entre ces deux catégories n'est possible.»

4. L'article 5 de ce règlement est modifié :

1^o par la suppression du premier alinéa;

2^o par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de «qui n'est pas tenu de produire une telle déclaration» par «qui n'a pas encore été classé».

5. L'article 6 de ce règlement est modifié par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «30» par «90».

6. L'article 10 de ce règlement est modifié par la suppression, dans le deuxième alinéa, de «conformément aux dispositions de l'article 47 de la Loi».

7. L'article 12 de ce règlement est modifié par le remplacement de «30» par «90».

8. L'article 13 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le tableau du troisième alinéa, de la dernière ligne par les suivantes :

«

2025	12,50 %
2026	17,50 %
2027	25,00 %
2028	35,00 %
2029	50,00 %
2030	65,00 %
2031	77,50 %
2032	87,50 %
2033	94,00 %
2034	98,50 %
2035 et suivantes	100,00 %

».

9. L'article 14 de ce règlement est modifié :

1^o par le remplacement, au début du premier alinéa, de «À partir de l'année modèle 2020, parmi les crédits qu'un grand constructeur automobile doit accumuler pour une année modèle donnée» par «Parmi les crédits qu'un grand constructeur automobile doit accumuler pour chacune des années modèles 2020 à 2024»;

2^o par la suppression, dans le tableau du quatrième alinéa, de la dernière ligne.

10. L'article 15 de ce règlement est modifié :

1^o par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

«Un constructeur automobile peut, pour chacune des périodes visées dans le tableau ci-dessous, accumuler au moyen de la vente ou de la location de véhicules automobiles remis en état, ou par l'acquisition, auprès d'un autre constructeur automobile, de crédits VZER, VFER, VPAR ou VBVR, au maximum, le pourcentage du total des crédits qu'il doit accumuler pour chacune de ces périodes présenté dans ce même tableau :

Période de trois années civiles consécutives	Pourcentage maximal
2022-2024	30%
2025-2027	20%
2028-2030	15%
2031-2033	10%
Périodes suivantes	0%

»;

2^o par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe 1^o du deuxième alinéa, de «Un» par «Jusqu'à l'année modèle 2024, un».

11. Ce règlement est modifié par l'insertion, avant l'article 20, de ce qui suit :

«**§§i.** Dispositions applicables jusqu'à l'année modèle 2024

19.1. Les dispositions de la présente sous-section s'appliquent aux véhicules automobiles zéro émission dont l'année modèle est inférieure ou égale à 2024.»

12. L'article 21 de ce règlement est remplacé par le suivant :

«**21.** Le nombre de crédits auxquels donne droit la vente ou la location d'un véhicule automobile zéro émission remis en état est déterminé au moyen d'un pourcentage du nombre de crédits auxquels donne droit la vente ou la location d'un véhicule automobile zéro émission neuf du même modèle et de la même année modèle. Ce pourcentage varie en fonction de la différence entre le nombre qui représente l'année civile au cours de laquelle le véhicule a été immatriculé pour la première fois au Québec et le nombre qui représente son année modèle, conformément au tableau suivant :

Différence entre le nombre qui représente l'année civile au cours de laquelle le véhicule a été immatriculé pour la première fois au Québec et le nombre qui représente son année modèle	Pourcentage du nombre de crédits auxquels donne droit la vente ou la location d'un véhicule automobile zéro émission neuf du même modèle et de la même année modèle
0	100%
1	80%
2	70%
3	60%
4	50%

».

13. L'article 24 de ce règlement est modifié par l'insertion, après «d'un tel véhicule automobile», de «conformément à la présente sous-section».

14. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 25, de ce qui suit :

«**§§ii.** Dispositions applicables à partir de l'année modèle 2025

25.1. Les dispositions de la présente sous-section s'appliquent aux véhicules automobiles zéro émission dont l'année modèle est égale ou supérieure à 2025.

25.2. La vente ou la location d'un véhicule automobile zéro émission neuf donne droit à un crédit.

25.3. Le nombre de crédits auxquels donne droit la vente ou la location d'un véhicule automobile zéro émission remis en état est déterminé en fonction de la différence entre le nombre qui représente l'année civile au cours de laquelle le véhicule a été immatriculé pour la première fois au Québec et le nombre qui représente son année modèle, conformément au tableau suivant :

Différence entre le nombre qui représente l'année civile au cours de laquelle le véhicule a été immatriculé pour la première fois au Québec et le nombre qui représente son année modèle	Nombre de crédit auquel donne droit la vente ou la location d'un véhicule automobile zéro émission neuf du même modèle et de la même année modèle
0	1
1	0,8
2	0,7
3	0,6
4	0,5

».

15. Ce règlement est modifié par l'insertion, avant l'article 26, de ce qui suit :

«**§§i.** Dispositions applicables jusqu'à l'année modèle 2024

25.4. Les dispositions de la présente sous-section s'appliquent aux véhicules automobiles à faibles émissions dont l'année modèle est inférieure ou égale à 2024.»

16. L'article 26 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le tableau du premier alinéa, de «entre 16 et 129 km» par «de 16 à 129 km».

17. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 29, de ce qui suit :

«**§§ii.** *Dispositions applicables à compter de l'année modèle 2025*

29.1. Les dispositions de la présente sous-section s'appliquent aux véhicules automobiles à faibles émissions dont l'année modèle est égale ou supérieure à 2025.

29.2. La vente ou la location d'un véhicule automobile à faibles émissions neuf donne droit à 0,5 crédit si l'autonomie électrique du véhicule est égale ou supérieure à 80 km.

L'autonomie électrique d'un véhicule automobile à faibles émissions est déterminée en appliquant la procédure d'essais à cinq cycles qui est prévue au sous-paragraphe (4) du paragraphe *j* de la méthode «Determination of values for fuel economy labels» dans le U.S. 40 CFR, Part 600, Subpart D.

29.3. Le nombre de crédits auxquels donne droit la vente ou la location d'un véhicule automobile à faibles émissions remis en état est déterminé en fonction de la différence entre le nombre qui représente l'année civile au cours de laquelle le véhicule a été immatriculé pour la première fois au Québec et le nombre qui représente son année modèle, conformément au tableau suivant :

Différence entre le nombre qui représente l'année civile au cours de laquelle le véhicule a été immatriculé pour la première fois au Québec et le nombre qui représente son année modèle	Nombre de crédit auquel donne droit la vente ou la location d'un véhicule automobile à faibles émissions neuf du même modèle et de la même année modèle
0	0,5
1	0,4
2	0,35
3	0,3
4	0,25

».

18. L'article 30 de ce règlement est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Les dispositions du présent article s'appliquent aux véhicules automobiles à basse vitesse dont l'année modèle est inférieure ou égale à 2024.».

19. L'article 31 de ce règlement est modifié :

1^o par le remplacement, au début du deuxième alinéa, de «Aux» par «Jusqu'à la période de trois années civiles consécutives concernant les années modèles 2022 à 2024, aux»;

2^o par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant :

«À compter de la période de trois années civiles consécutives concernant les années modèles 2025 à 2027, aux fins du calcul de la redevance, la valeur d'un crédit est fixée à 20 000 \$.».

20. L'article 35 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

«Pour les véhicules automobiles dont le poids nominal brut est supérieur à 3 856 kg, les valeurs des émissions de dioxyde de carbone, en grammes par kilomètre, sont déterminées suivant les méthodes et calculs applicables prévus au Règlement sur les émissions de gaz à effet de serre des véhicules lourds et de leurs moteurs (DORS/2013-24).».

21. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

76292

Projet de règlement

Loi visant l'augmentation du nombre de véhicules automobiles zéro émission au Québec afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et autres polluants (chapitre A-33.02)

Limitation du nombre de crédits pouvant être utilisés par un constructeur automobile et confidentialité de certains renseignements — Modification

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de règlement modifiant le Règlement visant la limitation du nombre de crédits pouvant être utilisés par un constructeur automobile et la confidentialité de certains renseignements, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.